

# CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation sont conclues entre :

**L'Association MAJI**, Association loi de 1901, créée en Juillet 1994 et inscrite au répertoire SIREN depuis Janvier 2007, sous le numéro 495 106 049, domiciliée au 29 Bd Berthelot – Beaulieu III, 63400 CHAMALIERES (ci-après « MAJI »), d'une part

Et

**L'UTILISATEUR**, d'autre part

Ci-après collectivement dénommées les « PARTIES »

## PREAMBULE

Le site internet <http://www.procedurescollectives.com/> (ci-après « le SITE ») est édité par l'Association MAJI (ci-après MAJI) et propose une mise à disposition gratuite d'informations sur les procédures collectives et les ventes d'actifs gérées par ses adhérents.

MAJI est en effet une association réunissant des mandataires judiciaires dont la liste est accessible, à droite de l'écran, dans la rubrique " les professionnels en ligne " (ci-après « les ADHERENTS »).

Le SITE permet en effet aux ADHERENTS de transmettre aux personnes intéressées des informations concernant les procédures collectives et les ventes d'actifs dont ils assurent la gestion.

Grâce à la mise en place d'ESPACES PERSONNELS, le SITE permet également aux UTILISATEURS professionnels (administrateurs, mandataires, greffes, magistrats) de bénéficier d'un espace dématérialisé dans lequel ils peuvent échanger des DONNEES CONFIDENTIELLES sur les dossiers en cours.

Le SITE permet ainsi, via une diffusion entièrement gratuite :

- aux ADHERENTS de mettre en ligne des informations sur les ventes d'actifs et sur les procédures collectives dont ils ont la charge ou à propos desquelles ils détiendraient des informations,

- aux magistrats, à l'administration judiciaire, aux greffes des tribunaux de commerce, et aux administrations publiques d'avoir accès gratuitement à ces informations particulièrement précieuses dans le cadre de l'exercice de leurs missions.
- aux PROFESSIONNELS, via l'ESPACE PERSONNEL, de partager des documents importants dans le cadre de leur activité,
- aux UTILISATEURS, via l'ESPACE PUBLIC, d'être mis au courant des procédures en cours afin notamment d'informer de potentiels repreneurs, créanciers, ou autres personnes intéressées par ces procédures collectives.

L'utilisation du SITE et de ces différents services implique, pour chaque UTILISATEUR, de respecter les règles énoncées ci-après.

## ARTICLE 1 DEFINITIONS

- « **ADHERENTS** » : désigne les adhérents de MAJI ayant vocation à utiliser les différents services du SITE aux fins de publier des DONNES PUBLIQUES et/ou d'échanger des DONNES CONFIDENTIELLES dans le cadre de l'exercice de leurs missions d'auxiliaire de Justice.
- « **DONNEES** » : Désigne à la fois les DONNEES PUBLIQUES et les DONNEES CONFIDENTIELLES.
- « **DONNEES PUBLIQUES** » : Désigne les informations de nature publique relatives aux sociétés objets d'une procédure collective. Ces DONNEES, publiées sur le SITE, portent notamment sur : l'entreprise concernée, la procédure collective et sa chronologie, la publicité au BODACC, les organes de la procédure, les créances, le nombre de salariés et le déroulement de la procédure.
- « **DONNEES CONFIDENTIELLES** » : Désigne les données spécifiques de nature confidentielle, réservées aux PROFESSIONNELS, et disponibles uniquement via l'ESPACE PERSONNEL.
- « **ESPACE PERSONNEL** » : Désigne l'espace restreint, accessible via un mot de passe individuel généré automatiquement par un logiciel. L'ESPACE PERSONNEL est réservé aux PROFESSIONNELS. Il est d'accès restreint car il permet d'avoir accès à des informations et documents de nature confidentielle.
- « **ESPACE PUBLIC** » : désigne l'ensemble du SITE accessible par tous les UTILISATEURS en dehors de l'ESPACE PERSONNEL.

- « **PROFESSIONNELS** » : désigne les personnes ayant accès à l'ESPACE PERSONNEL. Il s'agit :
  - Des ADHERENTS
  - Des magistrats en charge des dossiers relatifs aux procédures collectives référencées par les ADHERENTS sur le SITE
  - Des repreneurs des différentes sociétés objets des procédures collectives
- « **UTILISATEURS** » : désigne l'ensemble des personnes ayant accès au SITE. A ce titre sont notamment concernés : les internautes, les PROFESSIONNELS et les ADHERENTS.
- « **SITE** » : désigne le site internet mis en ligne et édité par MAJI sous l'URL : <http://www.procedurescollectives.com/>.

## ARTICLE 2 OBJET

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU) ont pour objet de régir les conditions d'utilisation du SITE par les UTILISATEURS.

Toute utilisation effectuée à quel que titre que ce soit du site implique obligatoirement l'acceptation sans réserve, par l'UTILISATEUR, des présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU).

Les présentes CGU sont consultables et téléchargeables à partir de l'adresse url [www.procedurescollectives.com](http://www.procedurescollectives.com).

## ARTICLE 3 OBLIGATIONS DE L'UTILISATEUR

### 3.1. Conditions d'accès au SITE

Chaque UTILISATEUR s'engage à ne pas porter atteinte à l'ordre public et à se conformer aux lois et règlements en vigueur, à respecter les droits des autres UTILISATEURS et les dispositions des présentes CGU.

L'UTILISATEUR reconnaît par ailleurs prendre note des avertissements éventuels s'affichant lors de la consultation des DONNEES et utiliser ces DONNEES à bon escient en s'interdisant de porter atteinte aux droits des tiers.

Le SITE comporte un ESPACE PUBLIC ainsi qu'un ESPACE PERSONNEL réservé aux PROFESSIONNELS. Le mot de passe confidentiel permettant l'accès à l'ESPACE PERSONNEL est automatiquement attribué et généré par un logiciel, après une vérification d'identité.

Le SITE est disponible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 sauf périodes de maintenance, et interruptions inopinées du Service. MAJI peut être amenée à interrompre l'accès à tout ou partie du SITE, de façon temporaire pour des raisons de maintenance visant le bon fonctionnement du SITE, sans préavis et sans que cette interruption puisse donner droit à une quelconque indemnité pour l'UTILISATEUR.

### **3.2 Droit d'usage des DONNEES**

Le droit d'usage des DONNEES conféré à l'UTILISATEUR comprend un droit d'accès gratuit aux DONNEES. Cette consultation ne confère pas de droit de reproduction (excepté dans le cadre d'une utilisation à titre privé et personnel), d'extraction, ou de commercialisation subséquente. Toute utilisation ou exploitation à des fins commerciales de ces DONNEES est strictement interdite.

L'UTILISATEUR est tenu entièrement responsable de l'utilisation, quelle qu'elle soit, qu'il fait de ces DONNEES.

### **3.3 Droit de propriété des DONNEES**

La consultation des DONNEES ne confère aucun droit de propriété sur celles-ci à l'UTILISATEUR, qui s'engage donc à ne les utiliser ou les diffuser que dans le cadre de son usage personnel à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

### **3.4 Condition d'utilisation de l'ESPACE PERSONNEL**

Les PROFESSIONNELS ayant accès à l'ESPACE PERSONNEL veilleront à ce que les DONNEES CONFIDENTIELLES présentes sur cet espace ne fassent l'objet d'aucune publication d'aucune sorte sauf autorisation préalable expresse des personnes concernées.

## **ARTICLE 4 OBLIGATIONS DE MAJI**

L'obligation de MAJI, simple intermédiaire technique, est une obligation de moyens. Il ne pèse sur MAJI aucune obligation de résultat ou de moyens renforcés d'aucune sorte.

MAJI s'engage à mettre tous les moyens en œuvre pour assurer une continuité d'accès et d'utilisation du SITE, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Elle ne saurait être tenue responsable du non fonctionnement du SITE, d'une impossibilité d'accès ou du dysfonctionnement du SITE qui seraient dus à un problème d'ordre technique, aux services du fournisseur d'accès des UTILISATEURS, ou au réseau internet.

## **ARTICLE 5 RESPONSABILITES**

### **5.1. Responsabilité de MAJI**

Les DONNEES publiées sur le SITE ne présentent aucune garantie d'exactitude, d'exhaustivité, de précision ou de fiabilité. En effet, malgré le soin apporté à la mise à jour des DONNEES par les ADHERENTS, en raison des nombreuses modifications inhérentes aux procédures collectives, MAJI ne peut pas être tenue responsable en cas d'inexactitude ou d'omission au sein des DONNEES.

Il est en effet rappelé que les DONNEES publiées sur le SITE sont fournies par les ADHERENTS. Aucune action ne pourrait être intentée à l'encontre de MAJI sur le fondement de l'imprécision ou de l'exactitude d'une DONNEE.

Du fait de son statut d'hébergeur au sens de la loi du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'Economie Numérique (LCEN) et de son rôle de simple intermédiaire technique, MAJI s'engage à retirer promptement tout contenu manifestement illicite figurant sur le SITE dès qu'elle en aura connaissance.

Cette notification, pour être valide, devra reprendre tous les éléments prescrits à l'article 6 I 5) de la loi du 21 juin 2004 :

- la date de la notification ;
- si le notifiant est une personne physique : ses nom, prénoms, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance ; si le requérant est une personne morale : sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement ;
- les noms et domicile du destinataire ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- la description des faits litigieux et leur localisation précise ;
- les motifs pour lesquels le contenu doit être retiré, comprenant la mention des dispositions légales et des justifications de faits ;
- la copie de la correspondance adressée à l'auteur ou à l'éditeur des informations ou activités litigieuses demandant leur interruption, leur retrait ou leur modification, ou la justification de ce que l'auteur ou l'éditeur n'a pu être contacté.

Toute notification abusive est notamment passible d'une peine d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 15 000 euros en application de l'article 6-I-4 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 précitée.

Par ailleurs, il est rappelé que l'UTILISATEUR assume seul l'utilisation qu'il fait des DONNEES, quels qu'en soient les éventuels dommages subséquents. MAJI ne pourra, en aucun cas, être tenue responsable d'un quelconque dommage (direct ou indirect) de quelle que nature que ce soit, résultant de l'utilisation des DONNEES.

## **5.2 Responsabilité de l'UTILISATEUR**

Chaque UTILISATEUR est seul responsable de l'utilisation qu'il fait des DONNEES. Il lui appartient d'en faire un usage conforme à la réglementation en vigueur et notamment aux recommandations de la CNIL. En tout état de cause, l'UTILISATEUR s'engage à respecter les obligations découlant de la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés.

## **5.3 Responsabilité des PROFESSIONNELS**

Les PROFESSIONNELS sont responsables de l'utilisation qu'ils font des DONNEES CONFIDENTIELLES auxquelles ils ont accès via l'ESPACE PERSONNEL. Les PROFESSIONNELS seront seuls responsables des conséquences de toute utilisation de ces DONNEES CONFIDENTIELLES qui contreviendraient aux droits et libertés de personnes tierces.

## **5.4 Responsabilité de l'ADHERENT**

L'ADHERENT est entièrement responsable, notamment vis-à-vis de ses obligations professionnelles et déontologiques, des informations qu'il transfère sur le SITE.

A ce titre, les ADHERENTS garantissent ne mettre à la disposition des UTILISATEURS sur l'ESPACE PUBLIC du SITE que les informations publiques strictement nécessaires et ne violant pas les droits et libertés des tiers.

## **ARTICLE 6    CONTENUS DU SITE**

### **6.1 DONNEES PUBLIQUES**

En application de l'article R.621-19 du Code de Commerce, l'ADHERENT, en sa qualité de mandataire judiciaire doit prendre toute mesure pour informer et consulter les créanciers intéressés, il a dans ce cadre l'initiative de la fréquence de l'information et de son contenu. De même, conformément à l'article R.622-21 du même Code, les ADHERENTS doivent trouver dans les 15 jours de l'ouverture de la procédure les différents créanciers intéressés. La mise en place du SITE et la diffusion des DONNEES PUBLIQUES concourent donc pour les ADHERENTS à l'exécution de leurs obligations professionnelles.

A ce titre, il est précisé que les personnes concernées par les procédures collectives sont informées, lors de leur premier rendez-vous avec l'ADHERENT, de la diffusion de certaines données sur le SITE, de la finalité de ce traitement ainsi que des droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978.

En dehors de cette collecte directement effectuée auprès des personnes concernées, le SITE met à disposition des UTILISATEURS des DONNEES PUBLIQUES, qui sont des informations fournies par les greffes des tribunaux de commerce aux ADHERENTS lors de leur désignation et/ou des informations à caractère public, dont la publication ne viole pas les droits et libertés des tiers.

Les DONNEES PUBLIQUES sont considérées comme publiques dès lors qu'elles sont :

- publiées au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS),
- disponibles dans les greffes des tribunaux de commerce, et sur les parties publiques desdits sites,
- publiées régulièrement dans le Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC) ou dans d'autres journaux d'annonces légales (JAL)
- des informations générales sur la situation du dossier non individualisées (Actifs en cours de réalisation, contentieux en cours, passif en cours de vérification, créances irrécouvrables...) destinées à tenir informés les tiers sur le déroulement de la procédure et son issue.

### **6.2 DONNEES CONFIDENTIELLES**

MAJ met à disposition des PROFESSIONNELS un ESPACE PERSONNEL leur permettant d'échanger des DONNEES CONFIDENTIELLES relatives aux procédures collectives en cours.

L'ESPACE PERSONNEL prend la forme de « data-room » permettant aux ADHERENTS, aux magistrats, aux repreneurs de se transmettre des informations dans le cadre d'échanges confidentiels.

## ARTICLE 7 PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 7.1. Propriété intellectuelle de MAJI

Les marques, logos, slogans, graphismes, photographies, animations, vidéo et textes contenus sur le SITE, autres que ceux éventuellement communiqués par les UTILISATEURS, sont la propriété exclusive de MAJI, et ne peuvent être reproduits, utilisés ou représentés sous peine de poursuites judiciaires.

Toute reproduction totale ou partielle des contenus du SITE, par quel que procédé que ce soit est interdite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants et les articles L.713-1 et suivants du Code de la Propriété intellectuelle.

MAJI interdit par ailleurs expressément :

1° L'extraction, par transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu du SITE sur un autre support, par tout moyen et sous toute forme que ce soit ;

2° La réutilisation, par la mise à la disposition du public de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu du SITE, quelle qu'en soit la forme ;

3° L'extraction ou la réutilisation répétée et systématique de parties qualitativement ou quantitativement non substantielles du contenu de la base de données du SITE dès lors que ces opérations excèdent manifestement les conditions d'utilisation normales du SITE.

A ce titre, l'UTILISATEUR s'engage à n'utiliser aucun contenu du SITE, hors des autorisations délivrées dans le cadre des présentes CGU.

### 7.2 Propriété des données

Les DONNEES contenues sur le SITE sont la propriété de leurs titulaires respectifs. L'UTILISATEUR s'interdit toute action tendant à s'appropriier ou tenter de s'appropriier indûment toute DONNEE, notamment en vue de constituer une base de données documentaire ou de reconstituer tout ou partie des fichiers d'origine. Le droit d'usage dont bénéficie l'UTILISATEUR comprend la visualisation des informations sur écran et la copie des documents accessibles. Il est exclusivement réservé à un usage privé et ne confère pas de droits de reproduction ou de redistribution à des fins commerciales.

Toute utilisation des DONNEES afin de constituer une base de données à destination commerciale est interdite. L'extraction et la réutilisation de la totalité ou d'une partie qualitativement ou substantiellement du contenu des informations contenues sur le SITE sur un autre support, par tout moyen et sous quelle que forme que ce soit, est interdite.

## ARTICLE 8 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exploitation du SITE, MAJI est susceptible de collecter des données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des services et a procédé à une déclaration auprès de la CNIL (n°181 6506 v0). L'UTILISATEUR est invité à consulter la Politique de Confidentialité du SITE accessible à l'adresse URL [www.procedurescollectives.com](http://www.procedurescollectives.com) pour plus d'information à ce titre.

## **ARTICLE 9 MODIFICATION**

MAJI se réserve la faculté de mettre à jour et modifier les présentes CGU à tout moment. Les modifications apportées entreront en vigueur deux (2) jours suivant leur mise en ligne sur le SITE.

## **ARTICLE 10 DISPOSITIONS GENERALES**

Aucune indication, ni aucun document ne pourra engendrer d'obligation non comprise dans les présentes CGU, s'il ne fait l'objet d'un nouvel accord entre les PARTIES.

Le fait que l'une des PARTIES n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque des présentes CGU, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation à ladite clause.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque de celles-ci, les titres seront déclarés inexistantes.

Si l'une quelconque des stipulations des présentes CGU venait à être déclarée nulle au regard d'une disposition législative ou réglementaire en vigueur et/ou d'une décision de justice ayant autorité de la chose jugée, elle sera réputée non écrite mais n'affectera en rien la validité des autres clauses qui demeureront pleinement applicables.

Les présentes CGU sont soumises au droit français.

**SOUS RESERVE DES DISPOSITIONS D'ORDRE PUBLIC APPLICABLES EN MATIERE DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE, LES TRIBUNAUX DE PARIS SERONT SEULS COMPETENTS POUR CONNAITRE TOUT LITIGE EVENTUEL RELATIF AUX PRESENTES CGU.**